



Des fermetures de classes en ordre dispersé

Les nouvelles directives face aux variants se traduisent par des décisions peu homogènes selon les établissements et les académies; des enseignants dénoncent un manque de lisibilité

PAGE 8





PLANÈTE

CRISE SANITAIRE

Les fermetures de classes se multiplient, en ordre dispersé

Depuis une semaine, alors même que les élèves de la zone A sont en congé, 665 classes supplémentaires ont dû fermer leurs portes

Le début des vacances de février n'apportera peut-être pas l'accalmie espérée dans les établissements scolaires, où la propagation du Covid-19 entraîne des fermetures de classes toujours plus nombreuses. Alors que les sept académies de la zone A sont en congé depuis une semaine, 665 classes supplémentaires sont fermées par rapport au bilan hebdomadaire fourni le 5 février par l'éducation nationale. Cent trois établissements sont également fermés, un chiffre proche de celui de la semaine précédente (105 établissements), qui masque une augmentation – puisqu'une partie des élèves sont en congés.

La progression des variants dans les cas de Covid-19 y est pour beaucoup : depuis quinze jours, les établissements scolaires sont tenus de fermer les classes dès un cas de variant détecté parmi les élèves, de l'école élémentaire au lycée. Depuis lundi, la direction générale de la santé préconise également de fermer les classes si l'un des enfants est cas contact d'un membre de sa famille infecté au variant sud-africain ou brésilien – une précision ajoutée, le 12 février au soir, dans la « foire aux questions » disponible sur le site de l'éducation nationale.

Réactivité inégale

On peut également y lire que la détection du variant anglais chez un élève ne déclenche plus systématiquement le confinement de tous ses camarades, alors que cette mesure, en place depuis quinze jours, est en partie responsable de l'augmentation des fer-

metures de classes. Le site de l'éducation nationale précise que, « selon l'analyse locale concernant la circulation de cette variante sur le territoire, en lien avec l'ARS, la fermeture de la classe pourra toutefois être envisagée dès le premier cas ».

Sur le terrain, ces nouvelles directives se traduisent par des décisions peu homogènes selon les établissements et les académies. Près d'Orléans, un collège de 620 élèves à Neuville-aux-Bois (Loiret) est fermé depuis le 10 février, pour sept jours, à la suite de la détection de trois cas Covid dont au moins un de variant anglais, selon Mathias Guérin, délégué SNUipp-FSU de l'établissement et enseignant en Segpa. Une mesure « drastique » au regard de ce qui se passe ailleurs, mais plutôt appréciée par les enseignants. « Au sein de l'équipe pédagogique, la réactivité de l'établissement, de l'ARS et de l'académie est plutôt appréciée », commente l'enseignant.

La « réactivité », justement, n'est pas la même partout. D'abord parce que la détection du variant, qui déclenche un autre niveau de réponse, complique et ralentit le processus de décision – il faut attendre plusieurs jours pour qu'une « suspicion » de variant soit confirmée grâce au séquençage de l'échantillon prélevé. « Dans mon lycée, un collègue était malade du variant anglais, mais on l'a su plusieurs semaines après », commente Marie Domingos, enseignante en sciences médico-sociales au lycée Maupertuis de Saint-Malo (Ile-et-Vilaine). « A la suite de cela, les élèves ont été tes-

tés, on a découvert plusieurs cas, et

l'établissement est resté ouvert, rapporte-t-elle. Pour moi, c'est incompréhensible, quand d'autres établissements sont fermés pour moins que ça. » La levée des restrictions sur le variant anglais, annoncée au soir du 12 février, pourrait bien ajouter à cette incompréhension.

Quelle continuité pédagogique ?

Le trinôme de décision en place depuis le début de la crise est toujours à la manœuvre : le chef d'établissement, l'ARS et les autorités académiques décident « en concertation » des fermetures de classes et d'établissements. Depuis l'apparition des variants dans les classes, « c'est beaucoup plus l'ARS qui gère », croit savoir une enseignante. Mais tel n'est pas toujours le cas, en particulier quand l'établissement, l'académie et l'ARS ne parviennent pas à s'entendre à temps. « Chez nous, un élève malade s'est révélé infecté par un variant un vendredi, indique par exemple une enseignante d'histoire-géographie dans un collège parisien, qui souhaite garder l'anonymat. Mais c'était le début du week-end et ils n'ont pu joindre personne au rectorat. Le lundi matin, les chefs ont décidé seuls de fermer la classe. »

« Il arrive que l'ARS valide après coup une décision prise par la direction en vertu du principe de précaution, confirme Philippe Vincent, secrétaire général du SNPDEN-UNSA. Dans ces cas-là, on ne reprochera jamais à la direction d'avoir trop fait plutôt que pas assez. » Dans les établissements,





pourtant, le manque de lisibilité de cette chaîne de décisions a des répercussions. *« On ne sait pas exactement ce qui se passe, ni combien de cas circulent, ni s'il s'agit ou non du variant »*, plaide Marie Domingos, à Saint-Malo. *« Et comme on ne sait jamais trop qui décide de quoi, il est difficile de demander des explications. »*

L'absence de visibilité sur les cas et la difficulté à faire circuler les informations soulèvent une autre question, source d'angoisse pour de nombreux enseignants : la « continuité pédagogique », mise en place lors du premier confinement, qui se déclenche de nouveau lorsque leurs élèves ou eux-mêmes sont confinés. Mais face à une stratégie de fermetures « au cas par cas » en fonction de la circulation des variants, les enseignants ne savent pas à quoi s'en tenir.

C'est le cas pour le lycée Victor-et-Hélène-Basch de Rennes, où les 300 élèves de terminale étaient confinés cette semaine, à la suite de plusieurs cas de Covid dont au moins un de variant anglais. *« Les enseignants envoient du travail, chacun selon ses préférences et en fonction de son habileté numérique »*, reconnaît Jean-Charles Fernandez, délégué SNES-FSU et représentant du personnel dans l'établissement. Les élèves, habitués à l'enseignement « hybride » depuis l'automne, ne semblent pas particulièrement troublés. Et pourtant : *« On ne peut pas s'empêcher de penser que, depuis un an, on aurait pu imaginer une marche à suivre à déployer en cas de coup dur, plaide l'enseignant. Au lieu de cela, comme toujours, c'est au petit bonheur la chance. »* ■

VIOLAINE MORIN

